

LE CONGRES DE TOURS

(1920)

Naissance
du Parti communiste français
présenté par
Annie Kriegel

PARTI

S.F.I.O.

31^{ème} SECT
GROUPE DE SUR

a COLLECTION
ARCHIVES

Extrait de la publication

1

Annie Kriegel,
normalienne et Agrégée d'Histoire,
se consacre à l'histoire
du mouvement ouvrier français et international.
Elle vient d'achever sa thèse de Doctorat :
*Aux origines du Communisme français,
1914-1920.* (Mouton 1964, 2 vol.)

© 1964 by René Julliard
Imprimé en France

**Sous le signe
de la guerre
et de la révolution
russe**

Tout le monde le sait, quand s'ouvrent à Tours les portes de la salle du Manège le 25 décembre 1920 pour ce 18^e congrès du Parti socialiste unifié : Les fédérations ont voté. La partie est jouée. Le mouvement socialiste va se scinder en deux appareils distincts, sinon opposés, le Parti socialiste d'une part, le Parti communiste de l'autre. Deux frères ennemis : le premier est la Section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.), le second dont le vote de Tours entraîne le rattachement à la III^e Internationale, fondée à Moscou en mars 1919, devient Section française de l'Internationale communiste (S.F.I.C., expression qu'on emploiera, concuremment avec celle de P.C.F., jusqu'en 1943, date où fut dissoute la III^e Internationale).

Socialistes, communistes : habitués que nous sommes à la dualité de la gauche ouvrière, nous avons oublié les circonstances et les raisons de la scission. Seuls les plus vieux militants se souviennent encore du temps de l'unité, de l'époque où tous ceux qui se réclamaient du socialisme cohabitaient dans une maison commune : « avant Tours... »

Une vague d'enthousiasme a irrésistiblement porté les trois quarts des forces socialistes françaises à se tourner vers Moscou pour lui demander le secret d'un rajeunissement nécessaire.

On raconte que, dans une de ces nombreuses réunions de sections où se pressaient les militants, deux ans après la guerre, la discussion n'en finissait pas entre les techniciens de la politique socialiste, ceux pour qui les diffé-

rentes interprétations de la doctrine n'avaient pas de secret. Refaire la II^e Internationale comme avant 1914? Reconstruire une Internationale unifiée selon des formules rénovées? Adhérer à la III^e Internationale? Un vieil ouvrier, excédé se lève et dit : « L'Internationale de Lénine, laquelle est-ce? » — « La Troisième ». — « Alors, c'est la mienne! ».

Jaurès ou Lénine? C'est ce qui donne d'abord leur grandeur à ces discours contradictoires moins faits pour persuader que pour justifier et pour témoigner. Mais sur le moment, nul ne se doute que quarante-quatre ans plus tard, les arguments seront encore invoqués.

Car ce n'est pas la première des scissions provisoires du socialisme. Le socialisme français en particulier a une longue expérience de la pluralité doctrinale et de la division tactique. C'est peu à peu que le congrès de Tours va prendre rétrospectivement son relief, être la première pièce du dossier socialiste-communiste, le début d'un contentieux que périodiquement, d'un côté ou d'un autre, on cherche à liquider.

Qu'est-ce qui a donc en 1920 poussé les trois quarts des socialistes français à se tourner vers Moscou? Est-ce une ultime conséquence de la guerre? Est-ce l'admiration pour une révolution qui construit le socialisme sur un sixième du globe?

Oui et non.

1

La Guerre

1/Patrie ou révolution.

Dans les toutes dernières années de « l'avant-guerre », le parti socialiste et le mouvement syndical s'étaient rencontrés dans une action commune pour la sauvegarde de la paix : pourtant l'un et l'autre n'envisageaient pas de la même manière la lutte ouvrière contre la guerre.

Les socialistes se déclaraient convaincus que le prolétariat international, internationalement organisé, pouvait

et devait empêcher le déclenchement de la guerre impérialiste. L'Internationale ouvrière, fédération de tous les partis socialistes nationaux, avait d'ailleurs, dans ses congrès successifs, mis au point un double programme préventif et curatif contre la guerre que les rivalités entre grandes puissances européennes capitalistes rendaient menaçante. Mais elle n'était pas parvenue à dissiper certaines obscurités doctrinales et pratiques. Obscurités doctrinales : l'Internationale ouvrière n'avait pas une théorie achevée des rapports entre capitalisme et impérialisme; d'où des incertitudes sur la nature et les modalités de la guerre à venir. Elle n'avait pas non plus fixé les critères assurés qui permettaient de distinguer radicalement la guerre impérialiste de la guerre de défense nationale.

Les obscurités pratiques étaient encore plus sérieuses; elles concernaient notamment la fameuse objection avancée par les socialistes allemands : le pays le plus socialiste (sous-entendu : l'Allemagne), s'opposant le plus efficacement à la guerre impérialiste, sera-t-il nécessairement livré au pays le moins socialiste (sous-entendu : la Russie tsariste), et avec lui, finalement, le socialisme? C'est d'ailleurs pour résoudre ces obscurités dont elle avait conscience que l'Internationale avait décidé de se réunir à nouveau en un congrès solennel à Vienne (Autriche)... en août 1914.

Le mouvement syndical — la C.G.T. —, à l'inverse du Parti socialiste, comptait moins sur l'union internationale du prolétariat pour empêcher la catastrophe ou imposer par l'arbitrage un prompt retour à la paix que sur la détermination de la classe ouvrière française au sabotage de la mobilisation et à la grève générale révolutionnaire, premiers pas d'une guerre civile qui, substituée à la guerre impérialiste, mettrait fin, en même temps, au capitalisme et à la guerre.

Ainsi le Parti socialiste français n'envisageait la lutte contre la guerre que dans un cadre international et se refusait à prendre des engagements unilatéraux : quand

il parle de grève générale, c'est d'une grève générale « simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés ». Il se fixait en outre un objectif essentiellement pacifiste, même s'il intégrait cet objectif dans une perspective révolutionnaire à plus long terme : quand il parle de grève générale, il la qualifie de « grève générale ouvrière » et non de « grève générale révolutionnaire ». On mesure la distance entre les stratégies et les tactiques syndicalistes et socialistes.

Juillet 1914. — L'Union Sacrée. Or, après avoir dénoncé jusqu'au dernier moment la responsabilité majeure de l'impérialisme, souligné l'ardente volonté prolétarienne que triomphe la paix par l'arbitrage — anglais, et même, ultime espoir de Jaurès, wilsonien —, Parti socialiste et C.G.T., malgré leurs radicales divergences au départ et jusqu'au début de l'ultime semaine où se joua le sort de la paix, se sont finalement retrouvés d'accord pour considérer que la guerre, une fois déclenchée et compte tenu des circonstances, était, du côté de la France, une guerre de défense nationale.

De ce seul fait, le mouvement ouvrier français était amené à infléchir sa politique sur deux points essentiels.

Première modification : il prend en charge les intérêts nationaux. Le changement fut évidemment assez brutal pour la C.G.T. dont les affirmations « antipatriotiques et antimilitaristes » avaient été sans ambiguïté et sans précaution : en 1912 encore, Léon Jouhaux son secrétaire général, n'avait-il pas proclamé que, en cas de déclaration de guerre, « nous nous refuserons à aller aux frontières » ? En revanche, si les socialistes, ces pacifistes de toujours étaient atterrés par la catastrophe que représentait la guerre, s'ils étaient frappés au plus intime de leur fierté par l'effroyable désillusion que leur causait l'impuissance de l'Internationale ouvrière à dénouer la crise, ils n'avaient aucune difficulté à donner pour le moment le priorité aux solidarités nationales. Vaillant, comme Jaurès, comme Guesde n'avaient jamais cessé de prodiguer l'affirmation de leur attachement à la patrie

française, négligeant d'ailleurs d'examiner les difficultés qui pouvaient éventuellement surgir d'un affrontement entre leur pétition de principe internationaliste et leur patriotisme. Si bien que cette reconnaissance pratique de « l'intérêt national » en juillet 1914 confirmait les orientations permanentes du socialisme français plutôt qu'elle ne trahissait les idéaux dont il s'était nourri dans les années d'avant-guerre.

La seconde modification est plus patente : la C.G.T. comme le Parti socialiste se convertirent à la « participation » au pouvoir, au pouvoir politique aussi bien qu'au pouvoir économique, dans le cadre du régime établi. Il est vrai que la théorie socialiste de la « non-participation » avait toujours ménagé l'éventualité d'une situation « exceptionnelle ». Le Parti socialiste endossa donc des responsabilités gouvernementales tandis que la C.G.T., elle, donnait son approbation explicite à la mobilisation économique : on vit ainsi, aux applaudissements de la C.G.T., le ministre socialiste Albert Thomas se hisser sur une estrade faite d'obus pour adjurer les ouvriers des usines de guerre d'accélérer la production d'armement; et Merrheim, qui devait du reste prendre la tête de la minorité pacifiste des années 1915-1916, fut appelé par dérision « le pacifiste en chef des tourneurs d'obus » : il était le secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, à laquelle étaient affiliés les ouvriers des usines de guerre.

Cette participation de la C.G.T. à la vie économique se traduisit d'ailleurs par des innovations remarquables dans le système des relations industrielles : c'est alors que furent créées par exemple, à l'intérieur des usines, des commissions paritaires (patrons et ouvriers) chargées d'examiner les conditions d'un progrès de la production; c'est aussi à cette date que fut institué un réseau de délégués d'atelier, qui sont encore aujourd'hui tenus pour l'élément de base de la démocratie ouvrière.

2/Majoritaires et minoritaires.

La nouvelle attitude du mouvement ouvrier français pendant la crise de juillet 1914 ne suscita sur le moment aucune tension intérieure. Sans doute se trouva-t-il quelques anarchistes pour persister dans leur refus absolu de prendre en considération la légitimité de la défense nationale : des individus isolés et sans mandat. Sans doute l'enthousiasme sacré auquel certains cédèrent très vite, rivalisant avec le chauvinisme racial de l'Action française, fut-il mal accueilli par des militants dont le cœur était noyé de tristesse — la paix, Jaurès assassinés, comment ne pas se sentir accablés? —, mais s'ils faisaient tristement leur « devoir », ils le faisaient résolument.

Est-ce à dire qu'il ne se manifesta tout au cours de la guerre aucune opposition? Non. Mais cette opposition, d'ailleurs tardive, fut très hétérogène.

Tardive : les courants d'opposition à la politique d'Union sacrée naquirent très discrètement dans l'automne 14, plusieurs mois après la déclaration de guerre, quand prirent position Monatte, directeur du journal syndicaliste La Vie ouvrière, et Merrheim, scandalisé par l'aisance avec laquelle Léon Jouhaux était devenu l'hôte assidu des conseils du gouvernement de la République bourgeoise. Dans le même temps, d'autres voix s'élevaient : voix d'anarchistes, voix de femmes socialistes rassemblées autour de Louise Saumoneau, voix d'intellectuels au premier rang desquels Romain Rolland, voix d'émigrés socialistes russes : parmi les « internationalistes » comme on disait alors pour désigner ceux qui refusaient d'admettre les aspects nationaux de la guerre en cours, il faut évidemment, — car c'en est la figure centrale avec Martov —, citer Trotsky arrivé d'Autriche via la Suisse dans l'automne 1914; car Trotsky a joué, jusqu'à son expulsion de France à la fin de 1916, un rôle considérable dans le développement des courants français d'opposition les plus radicaux.

Tardive, l'opposition est aussi très hétérogène. On la trouve au Parti socialiste où elle constitue la minorité. Elle se rassemble en un comité qui porte le nom de Comité pour la reprise des relations internationales, comprenant à la fois des militants socialistes et des militants syndicalistes. Elle se manifeste encore par la fondation, au flanc du mouvement ouvrier, d'une Société d'études documentaires pour l'histoire de la guerre : celle-ci cherche à susciter l'inquiétude des « chauvins », trop vite persuadés que la France n'a aucune responsabilité dans le déclenchement de la guerre. Enfin, au sein de la C.G.T., l'opposition prend la forme d'un Comité de défense syndicaliste.

En fait, il y a deux oppositions, distinctes par leur objectif, leur plateforme politique, leurs méthodes.

La minorité socialiste dont la figure de proue fut Jean Longuet ne met pas en cause les nécessités de la défense nationale. Elle ne refuse pas, en conséquence, le vote des crédits militaires et d'une façon générale ne s'oppose pas rigoureusement à ce qu'on appelait alors la « collaboration de classe », c'est-à-dire la pratique de l'Union sacrée, jusqu'au niveau gouvernemental. Elle considère simplement que la tâche du mouvement ouvrier est moins d'exciter à la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire finale que de déblayer la voie vers une paix de compromis, une paix « blanche », sans vainqueurs ni vaincus, qui respecterait l'intégrité territoriale de la Belgique et de la France.

L'autre opposition, animée par le Comité pour la reprise des relations internationales et surtout par le Comité de défense syndicaliste agit plus tôt et va plus loin. Plus tôt : dès septembre 1915, Merrheim et Bourderon, secrétaire de la Fédération du tonneau et membre du Parti socialiste, se sont rendus à la Conférence internationale de Zimmerwald, première rencontre en Suisse de socialistes des pays belligérants. Plus loin : sans aller jamais tout à fait jusqu'au défaitisme (sauf, peut-être, lors de l'épisode très bref des grèves de la Loire au printemps 1918), elle condamne énergiquement la « colla-

boration de classe », elle recommande et organise une propagande audacieuse en faveur de la paix.

En pratique, cette opposition tardive et hétérogène, fut sans grand effet sur le déroulement de la guerre : quand, au printemps 1917, dans toute l'Europe en feu, les peuples se levèrent en un mouvement d'un admirable synchronisme, pour manifester par des mutineries sur le front, par des grèves à l'arrière, leur volonté désespérée de voir le carnage s'arrêter, la minorité socialiste ne parvint pas à surmonter les obstacles qui s'opposaient à la reprise des relations internationales socialistes : la Conférence générale prévue à Stockholm, où les dirigeants responsables du mouvement socialiste des pays belligérants auraient défini publiquement les conditions d'une paix équitable, n'eut pas lieu.

Incapable de modifier le cours de la guerre, la minorité française l'emporta du moins au sein du Parti socialiste : au congrès de Paris (octobre 1918), elle devenait la majorité. En fait, depuis l'automne 1917, un vaste regroupement s'opérait; l'ex-majorité et l'ex-minorité se retrouvaient unies sur une plate-forme qu'on appela centriste. Seules en restaient exclues deux étroites franges, l'une séduite par le nationalisme, l'autre tentée par le défaitisme. Rejetant d'un côté les pratiques les plus ouvertes d'Union sacrée, en particulier la « participation » aux charges gouvernementales, mais s'interdisant de l'autre tout ce qui pouvait nuire à la défense nationale, le Parti socialiste, dans sa quasi-unanimité entendait à nouveau constituer, pour abrégé la guerre, une force cohérente d'arbitrage et de paix.

3/ Les Séquelles de la guerre.

Bref, on pourrait superficiellement conclure que s'il y avait eu des tensions, des polémiques, des minorités, tout s'était très bien terminé et tout s'était recollé en 1918.

Voire! Au niveau de la direction socialiste? Peut-être. Mais plus profondément?

En fait, il faut comprendre que la guerre de 14-18 a

joué dans l'histoire de la nation française un tout autre rôle que celle de 1939. La Première Guerre mondiale a entamé la substance française à un point que l'historien se doit de remettre en lumière. « Elle a ravagé le socialisme comme elle a ravagé le monde », disait Frossard : c'est vrai.

Dans le Parti socialiste de 1918, combien demeure-t-il des 100.000 adhérents d'avant-guerre? Quelques dizaines de milliers peut-être. Que sont-ils donc devenus, les dizaines de milliers d'autres qui y étaient et qui n'y sont plus? Beaucoup sont tués parmi les 1.325.000 morts de l'armée française, tués parmi les 675.000 qui furent tués au feu, disparus parmi les 225.000 disparus, morts de blessures parmi les 250.000 morts de blessures, morts de maladie parmi les 175.000 soldats morts de maladie.

Plus d'un quart de la classe 1914, près d'un quart des classes 1903 à 1911, ne sont pas revenus.

Dans le Parti socialiste de 1918 où 11.970 membres — un sur trois — ont adhéré depuis août 1916; dans le Parti socialiste de 1919 où 97.534 membres — près de trois sur quatre — ont adhéré dans l'année, de quel poids pèse sur l'orientation du parti la « génération du feu »?

Sans doute, beaucoup de ceux qui ont repris leur carte en 1919, à la démobilisation, étaient dès avant la guerre inscrits au Parti socialiste, ils avaient négligé de renouveler leur adhésion dans les années où ils étaient au front parce que leur socialisme n'était pas pour temps de guerre. Beaucoup aussi de ceux qui prennent leur carte en 1919 n'ont pas fait la guerre et adhèrent au socialisme pour les raisons exactement opposées à celles de leurs aînés : parce qu'ils en ont assez des héros, assez des anciens combattants, assez des pieuses inaugurations de monuments aux morts.

Il n'est donc pas vrai que le Parti socialiste de 1919 soit seulement le Parti des soldats que la guerre a épargnés. Mais il est vrai que c'est d'abord cela : et voilà pourquoi les paysans jouent à ce moment-là un rôle

exceptionnel dans le Parti socialiste. Tous les orateurs vont venir dire, pour s'en plaindre ou s'en féliciter : les paysans sont les plus ardents à réclamer l'adhésion à Moscou. La guerre, en mobilisant les paysans, a brisé leur isolement. La guerre, en rendant plus précieux les produits de l'agriculture et de l'élevage, a introduit dans les campagnes une aisance qui a permis aux paysans de s'intéresser à d'autres affaires que celles de leur clocher.

Prenons garde cependant à ne pas nous contenter trop vite des explications sociologiques : les données statistiques infirment l'idée que les nouveaux adeptes du socialisme apportent avec eux le ferment révolutionnaire dont le parti va être travaillé. Si l'on compare dans chaque fédération socialiste la progression du nombre des adhérents et l'évolution des rapports entre les tendances, il n'est pas possible de mettre en évidence une liaison assurée entre l'afflux de nouveaux membres et la poussée à gauche du Parti socialiste.

2

La Révolution russe

Si les ravages de la guerre ne suffisent pas à expliquer que la majorité des socialistes français se soit tournée vers Moscou, faut-il en rendre responsable le prestige de la révolution russe?

En effet, de cette levée internationale contre la guerre, au printemps 1917, quelque chose avait survécu : la révolution russe, qui désormais continuait à évoluer pour son compte.

Or, par rapport à ce phénomène nouveau, Parti socialiste et C.G.T. prennent, ainsi qu'ils l'avaient fait devant la guerre, une attitude commune, définie grossièrement par trois composantes.

D'abord socialistes et syndicalistes réagissent favorablement à la révolution russe dans la mesure où celle-ci est une révolution, mieux une révolution sociale anticapitaliste, qu'ils se déclarent prêts à défendre. Ils com-

battront en 1919 l'intervention des puissances occidentales en Russie : quand, à cette date, Marcel Cachin monte à la tribune de la Chambre pour stigmatiser la politique orientale alliée, il n'est certes pas gagné au communisme; n'est-ce pas le temps où il félicite publiquement Kérenski et lui parle des « horreurs » du bolchevisme? Mais il est l'interprète de cette pensée ouvrière unanime : puisque la révolution russe est une révolution ouvrière, tout le mouvement ouvrier français doit la soutenir et la saluer.

En revanche socialistes et syndicalistes français ne cachent pas leurs inquiétudes et réticences quant aux conséquences de la révolution russe sur l'évolution de la guerre en cours. La révolution bolchevique, — chacun en fut persuadé dès octobre 1917 —, c'était la paix séparée de la Russie avec l'Allemagne. Or, nous l'avons vu, socialistes et syndicalistes ne voulaient pas être tenus pour responsables du péril accru où la France était jetée quand, après le traité de Brest-Litovsk (mars 1918), l'Allemagne, victorieuse sur son front oriental, peut transférer toutes ses troupes sur le front occidental. Voilà pourquoi, toute l'année 1918, à l'admiration et au soutien pour la révolution russe, se mêlent les plus expresses réserves. C'est avec beaucoup de soulagement que, l'armistice signé, le mouvement ouvrier français peut désormais considérer avec sérénité le phénomène russe.

Enfin socialistes et syndicalistes se voulaient indifférents, sinon hostiles, aux solutions spécifiques des problèmes de la révolution préconisées par le bolchevisme. Le mouvement ouvrier français se glorifie en effet de posséder ses propres formules, syndicalisme révolutionnaire et socialisme démocratique : le bolchevisme, c'est bon sans doute pour la Russie, il ne veut pas en juger, mais en tout cas, cela ne convient pas chez nous. A vrai dire, il ne cherche même pas à s'en enquérir et demeure à son égard étonnamment ignorant.

La minorité gagnée au bolchevisme. — Sans doute, y eut-il, dès octobre 1917, une minorité gagnée à l'aspect proprement bolchevique de la révolution russe. Il ne

s'agit que de quelques centaines de militants qui vivaient d'ailleurs sur une image très personnelle du bolchevisme, différente du véritable bolchevisme tel qu'il se réalisait en Russie. Encore cette infime minorité bolchevisante, très tôt gagnée à la révolution léniniste, était-elle, dès l'origine, divisée en deux courants distincts.

Un premier courant — « l'ultra-gauche » — se forma à partir du Comité de défense syndicaliste et fut donc constitué par des syndicalistes anarchistes : il aboutit à une interprétation libertaire du bolchevisme. On l'appelle ainsi parce qu'il se situe dans un courant général européen, qui prit le nom d'« ultra-gauche » et qui entretenait des polémiques passionnées avec les Bolcheviks, dont Lénine lui-même. Le phénomène toucha en particulier la Hollande, l'Allemagne et l'Italie. Les ultra-gauches hollandaise et allemande furent de filiation socialiste alors que les ultra-gauches italienne et française furent de filiation anarchiste, mais ce que toutes retiennent en commun du bolchevisme, c'est le soviétisme. Pour l'ultra-gauche, la révolution bolchevique apporte en effet une solution nouvelle au problème de la révolution sociale puisqu'elle engendre une société post-révolutionnaire fondée sur un réseau d'organismes susceptibles de libérer l'initiative créatrice du prolétariat, les Conseils d'ouvriers et paysans ou soviets. L'ultra-gauche pousse d'ailleurs l'interprétation du soviétisme jusqu'à voir dans les soviets non seulement un moyen d'expression de la démocratie ouvrière post-révolutionnaire mais un moyen d'enclenchement du processus révolutionnaire lui-même : en 1919, des soviets sont artificiellement créés à Paris. En ne retenant pas le rapport essentiel de subordination que les Bolcheviks établissent entre l'appareil soviétique et le parti, en identifiant soviets et parti au point de faire des soviets les cellules de base du parti, l'ultra-gauche, outre qu'elle témoigne par là de ses origines libertaires — de son hostilité au centralisme — aboutit à nier la formule majeure de la « dictature du prolétariat », laquelle s'exerçait en Russie, non par les soviets, mais par le Parti bolchevik.

C'est cette ultra-gauche qui, en 1919, transforme le Comité de défense syndicaliste en un Parti communiste adhérent à la III^e Internationale — témoignage remarquable du prestige dont jouissait le Komintern puisque ce parti communiste (première manière) n'était pas en liaison avec Moscou, mais avait décidé de son propre chef qu'il en serait le représentant français.

Ce Parti communiste de 1919 se désintégra très rapidement. Il fut vite connu que les Bolcheviks russes condamnaient sa conception du soviétisme, et la confusion qu'il établissait entre la hiérarchie des soviets et celle du parti. Si bien qu'au sein de ce premier Parti communiste — une toute petite chose, mais très caractéristique — il y eut à la Noël 1919 une scission, les uns conservant le terme de Parti communiste¹, les autres appelant désormais leur organisation Fédération communiste des soviets : ce terme de fédération sonnait mieux à des oreilles libertaires.

A côté de ce courant ultra-gauche, se développait un second courant bolchevisant qu'on peut qualifier d'extrême-gauche, et qui s'incarna également dans un comité, le Comité de la III^e Internationale. Ce dernier n'est pas directement issu du Comité pour la reprise des relations internationales; il en est, à retardement, un produit dérivé. Ce Comité de la III^e Internationale, rassemblant des éléments du Parti socialiste comme de la C.G.T., fut officiellement reconnu en 1919 par Lénine et Loriot son secrétaire, appelé « chef du communisme français » : sans en approuver toutes les positions et d'ailleurs assez mal informé de la situation française (les liaisons postales étaient rendues malaisées du fait du blocus), Lénine considéra en effet que c'était le groupe français le plus proche des idées bolcheviques.

Pourtant, de même que l'ultra-gauche, l'extrême-gauche, fragile, étroite, entretenait des confusions graves qui allaient vite entraîner à des ruptures internes; elle était bien plus proche du syndicalisme révolutionnaire

1. L'ultra-gauche française fut représentée au congrès de Tours par une motion dite Leroy-Heine qui recueillit 44 mandats.

que du bolchevisme. Monatte se qualifiait d'ailleurs lui-même de syndicaliste communiste : il avait, des rapports à établir entre parti et syndicats, une conception radicalement opposée à celle du bolchevisme. Il continuait à penser que, pour la France, en raison des traditions ouvrières françaises, le terme de « soviets » équivalait au terme de « syndicats » et que, par conséquent, la société française qui sortirait d'une révolution de style bolchevik, devrait être une société syndicaliste. Or les Bolcheviks n'étaient nullement prêts à ratifier une telle interprétation.

3

L'Échec des solutions françaises

Voilà donc les réactions du mouvement ouvrier français à la révolution russe : dans sa masse, il applaudit parce qu'il s'agit d'une révolution, il s'inquiète car c'est un péril supplémentaire pour la patrie française, il est indifférent au détail des solutions bolcheviques. Seule une étroite minorité s'intéresse passionnément au bolchevisme, tout en le tirant du côté de l'anarchisme ou du côté du syndicalisme.

Or cette situation se maintient jusqu'en 1920. Pourquoi d'octobre 1917 au début 1920, le mouvement ouvrier français ne s'est-il pas tourné d'un seul bloc vers le phare de la révolution bolchevique? Mais parce que s'il a été traumatisé par la guerre, s'il a pris une conscience tragique du phénomène national, s'il s'est amèrement soumis aux compromissions politiques et économiques de la participation au pouvoir, il est, pour le reste, demeuré fermement attaché aux solutions qu'il avait élaborées avant-guerre et qu'il entend, dans l'immédiate après-guerre, mettre en pratique.

Quelles sont donc ces formules par lesquelles, à la veille de la Première Guerre mondiale, le mouvement ouvrier français croyait parvenir à ses fins?

On a, projetant des réalités actuelles sur un passé déjà lointain, l'habitude fâcheuse de distinguer, même pour la période antérieure à 1914, un secteur économique du mouvement ouvrier : la Confédération générale du travail (C.G.T.), et un secteur politique : le Parti socialiste unifié. Sans nier qu'une telle distinction recèle, même à l'époque, un grain de vérité, ne faut-il pas plutôt comprendre que, pour répondre à la double interrogation : « Comment aller à la révolution sociale? Et de quelle nature serait éventuellement la société post-révolutionnaire? », le mouvement ouvrier français, à la veille de la guerre, avait élaboré deux types de réponses originales. La première série constitue le patrimoine théorique du syndicalisme révolutionnaire, la seconde est spécifique d'un socialisme où la marque de Jaurès est devenue prépondérante.

1/Le Syndicalisme révolutionnaire.

Formule dérivée de l'anarchisme collectiviste — l'anarchisme individualiste, réflexion philosophique sur la nature des rapports entre l'individu et la société, n'a jamais prétendu proposer une solution politique —, le syndicalisme révolutionnaire répond d'abord qu'il faut aller à la révolution sociale par une lutte strictement prolétarienne, c'est-à-dire par des moyens de classe, dans des organisations de classe.

Par des moyens de classe : ce qui signifie des moyens adaptés aux conditions d'une classe de producteurs. Et voilà le mot clef du syndicalisme révolutionnaire dont la stratégie et la tactique sont à la fois justifiées et déterminées par le fait — typiquement « moderne » — que les prolétaires sont des producteurs industriels. Par exemple, du fait que les ouvriers ressentent et manifestent leur condition de producteurs avant tout dans le cadre de l'entreprise qui les emploie, l'action directe au chantier ou à l'atelier sera la forme privilégiée de leur intervention : d'où le surgissement de ces recours aujourd'hui consacrés — la grève perlée, la grève tournante, la grève générale, la grève internationale.

Quarante-quatre ans
plus tard, la scission du
mouvement ouvrier français
paralyse encore
la gauche.

Socialistes, communistes :
la nuit commence ou
finit-elle à Tours ?

Noël 1920, pourquoi
le grand schisme à ce
dix-huitième congrès
du Parti socialiste
unifié ? La guerre ?

La Révolution russe ?
Frères ennemis, voici
le dossier de la rupture.



*Collection d'inédits
au format de poche.*



Extrait de la publication